

F. 91 — 1198

13 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales pour le 1er novembre 1990 afin que les Centres de formation puissent actualiser leur programme en même temps qu'ils organisent les cycles de formation pour l'année 1990-1991;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Le programme des matières énumérées à l'article 8, A, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990, relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales et la détermination du nombre d'heures qui doivent être consacrées aux diverses matières de ce programme font l'objet des dispositions reprises à l'annexe du présent arrêté.

Les centres de formation doivent soumettre le programme détaillé des matières enseignées pour approbation au Ministre qui a la formation des aides familiales dans ses attributions.

Art. 2. Les matières énumérées à l'article 8, A, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 doivent être enseignées par des professeurs porteurs d'un des diplômes énumérés ci-dessous :

1° Déontologie :

— diplôme de travailleur social, justifiant d'une expérience dans un service d'aide aux familles.

2° Institutions sociales et législation sociale :

- diplôme de docteur ou de licencié en droit;
- diplôme de licencié en sciences politiques et sociales;
- diplôme d'assistant social.

3° Hygiène et premiers soins :

- diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements;
- diplôme d'infirmière.

4° Psychologie et pédagogie appliquées :

- diplôme de licencié en psychologie;
- diplôme de licencié en sciences pédagogiques;
- diplôme d'assistant social, section problèmes individuels et familiaux ou travail social;
- diplôme d'assistant en psychologie.

5° Formation ménagère :

- diplôme de régente ménagère;
- diplôme de régente professionnelle, pour sa spécialité.

6° Diététique .

- diplôme de diététicien.

L'autorisation d'enseigner certains cours peut être donnée par le Ministre à d'autres personnes particulièrement averties des problèmes de l'aide aux familles.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 17 septembre 1974 fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres, pris en exécution de l'arrêté royal du 19 juillet 1980 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales, modifié par les arrêtés royaux du 24 mars 1961, du 17 août 1962, du 30 novembre 1962, du 12 mai 1965, du 3 avril 1967, du 25 mai 1971 et du 18 février 1974 et l'arrêté ministériel du 17 septembre 1974 fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides seniors, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres, pris en exécution de l'arrêté royal du 12 mai 1965 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides seniors, modifié par les arrêtés royaux du 3 janvier 1966, du 3 avril 1967, du 25 mai 1971, du 31 décembre 1973 et du 18 février 1974 sont abrogés.

Art. 4. Le Ministre qui a la Formation des aides familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1990.

Bruxelles, le 13 novembre 1990.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe

Programme du cycle de formation d'aides familiales (500 heures)

I. Déontologie (40 heures).

1° Les moyens et les diverses attitudes de l'aide familiale vis-à-vis des bénéficiaires :

- l'aide familiale face à la famille : la demande de contrat;
- la négociation des conditions de travail et des conflits;
- la situation de travail en équipe.

2° Le secret professionnel.

3° Le statut de l'aide familiale.

4° Méthodologie de l'aide à domicile et du travail social familial.

Note : Avant la mise en stage, un minimum de 10 heures doit être consacré, dans le cadre des 40 heures du cours de déontologie à des échanges avec des aides familiales professionnelles.

II. Institutions sociales et législation sociale (50 heures).

- Législation sociale (25 heures).

1° Notions élémentaires de sécurité sociale.

2° Notions élémentaires de droit familial :

- Les actes de l'état civil;
- l'obligation alimentaire;
- La dissolution du mariage.

3° Information et protection du consommateur.

4° Recours en cas de crédit et endettement.

- Institutions sociales (25 heures).

1° Notions d'organisation politique de notre pays et grands courants sociaux contemporains.

2° La place et le rôle des services d'aide aux familles et aux personnes âgées dans le cadre du travail social :

- nécessité;
- but;
- structure;
- fonctionnement.

3° L'aide à la mère et à l'enfant (ONE) :

- consultation pour la mère avant et après l'accouchement;
- consultation au planning familial;
- consultations pour le jeune enfant.

4° L'aide à la famille pour l'éducation des enfants :

- institution pour l'aide à l'enfant d'âge scolaire;
- aide pour les enfants de santé déficiente en âge scolaire et pour les adolescents.

L'aide aux handicapés.

6° L'aide à la famille en difficulté :

- en cas de difficultés financières;
- en cas de maladie physique et mentale;
- en cas de difficultés d'éducation, de troubles du comportement, de difficultés relationnelles.

7° Aide aux personnes âgées et institutions.

8° Aide aux familles et aux personnes âgées en matière de logement.

III. Hygiène et premiers soins (110 heures).

1° Facteurs qui ont une influence sur la santé.

2° Rôle de l'aide familiale dans la politique de santé, règles particulières découlant de son rôle sanitaire :

- sur un plan global : travail en collaboration avec le corps médical, paramédical et les autres intervenants;
- limites du rôle sanitaire de l'aide familiale.

3° Préparation à la naissance et notions de puériculture.

4° Les maladies contagieuses :

- transmission;
- évolution clinique;
- principales maladies contagieuses :
 - microbiennes;
 - virales;
 - parasitaires.

5° Les maladies les plus fréquentes :

- le cancer;
- les maladies cardio-vasculaires;
- les maladies rhumatismales;
- le diabète;
- le sida.

6° Nouvelles techniques de manipulation des malades et notions de prévention pour l'aide familiale et de confort pour le patient.

7° Les soins corporels du malade adaptés aux moyens au domicile :

- la chambre du malade;
- les soins de base : réfection du lit;
- le confort du malade;
- hygiène et toilette du malade.

- 8° La pharmacie familiale.
- 9° Les gestes qui sauvent.
- 10° Comportement à adopter vis-à-vis des personnes dans un souci de bien-être, de stimulation morale et physique et d'autonomie.
- 11° Accompagnement des mourants.
- 12° Recherche d'une qualité de vie à travers une relation d'aide.
- 13° Prévention des accidents domestiques.

Nota :

- Ce cours doit être axé sur le travail à domicile.
- Un minimum de 40 heures doit être consacré aux techniques de soins pratiques adaptées au domicile (par groupe de 10 élèves).

IV. Psychologie et pédagogie appliquée (80 heures).

- 1° Notions élémentaires de psychologie : développement mental de l'enfant, de l'adolescent, de l'homme, de la femme et des personnes âgées dans leurs contextes dynamique et relationnel.
- 2° Théories de la communication et leurs applications.
- 3° Exercices de sensibilisation aux processus de communication.
- 4° Analyse et décodage des situations vécues, en collaboration et concertation avec les aides familiales professionnelles et les autres professeurs.
- 5° Psychologie particulière des personnes malades et handicapées.
- 6° Troubles de santé mentale.

V. Formation ménagère (170 heures).

A. Partie théorique (30 heures).

- 1. La comptabilité ménagère :
 - l'élaboration d'un budget;
 - le calcul du prix de revient d'un repas;
 - réflexion sur les systèmes d'achat des produits;
 - les possibilités d'économie dans divers budgets.
- 2. L'organisation du travail en famille.

B. Partie pratique (140 heures).

- 1. Economie domestique.
 - créer un cadre d'apprentissage à l'organisation du travail.
 - Contenu :
 - préparation de repas simples et économiques;
 - exercices pratiques de courses, d'achats;
 - travaux pratiques d'entretien du logement;
 - travaux pratiques de lessivage, repassage, raccommodage, entretien.
- 2. Aménagement du logement en fonction du handicap et des situations particulières.

VI. Diététique (20 heures).

A. Partie théorique (10 heures).

- composition rationnelle des repas :
 - notions de repas équilibrés;
 - adaptation des pratiques alimentaires en fonction des professions exercées;
- conservation des aliments;
- les régimes alimentaires;
- réflexion sur les habitudes alimentaires.

B. Partie pratique (10 heures).

VII. Cours à option (30 heures).

Ces heures peuvent être réparties sur les matières reprises dans le programme général ou être consacrées à des matières librement choisies par le centre de formation.

Le programme de ces cours à option doit également être soumis préalablement pour approbation.

VERTALING

N. 91 — 1198

13 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het programma van de leerstof onderwezen in de opleidingscentra voor gezinshelpsters, het aantal uren dat aan dit programma dient gewijd en van de diploma's vereist voor het geven van onderwijs in genoemde centra

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de programma's van de leerstof onderwezen in de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers voor 1 november 1990 vast te leggen om de opleidingscentra in staat te stellen hun programma te actualiseren op het ogenblik dat ze de opleidingscyclussen voor het jaar 1990-1991 inrichten;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Het programma van de leerstof bepaald in artikel 8, A, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers en de bepaling van het aantal uren dat aan elk vak van dit programma dient te worden gewijd, maken het voorwerp uit van de bij dit besluit gevoegde bepalingen.

De opleidingscentra dienen het uitvoerige programma van de onderwezen leerstof aan de Minister die voor de opleiding van de gezinshelp(st)er bevoegd is ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 2. De leerstof bepaald in artikel 8, A, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 november 1990 moet onderwezen worden door leraars die houder zijn van één der hierna vermelde diploma's :

1° Plichtenleer :

— diploma van maatschappelijk werker, met het bewijs van ervaring in een dienst voor gezinshulp.

2° Sociale instellingen en sociale wetgeving :

— diploma van doctor of licentiaat in de rechten;
— diploma van licentiaat in politieke en sociale wetenschappen;
— diploma van maatschappelijk assistent.

3° Gezondheidsleer en eerste zorgen :

— diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde;
— diploma van verpleegster.

4° Toegepaste psychologie en pedagogiek :

— diploma van licentiaat in de psychologie;
— diploma van licentiaat in de opvoedkunde;
— diploma van maatschappelijk assistent, afdeling individuele en gezinsproblemen of maatschappelijk werk;
— diploma van assistent in de psychologie.

5° Huishoudkunde :

— diploma van huishoudregentes;
— diploma van beroepsregentes, voor haar specialiteit.

6° Dieetleer :

— diploma van diëtist(e).

Toelating tot het onderwijzen van bepaalde cursussen kan door de Minister worden verleend aan personen bijzonder onderlegd in de problemen betreffende de gezinshulp.

Art. 3. De volgende besluiten worden opgeheven :

Het ministerieel besluit van 17 september 1974 tot bepaling van het programma van de leerstof onderwezen in de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers, het aantal uren dat aan dit programma dient gewijd en van de diploma's vereist voor het geven van onderwijs in genoemde centra, genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 19 juli 1960 betreffende de inrichting van opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 17 augustus 1962, 30 november 1962, 12 mei 1965, 3 april 1967, 25 mei 1971, 18 februari 1974 en het ministerieel besluit van 17 september 1974 tot bepaling van het programma van de leerstof onderwezen in de opleidingscentra voor bejaardenhelp(st)ers, het aantal uren dat aan dit programma dient gewijd en van de diploma's vereist voor het geven van onderwijs in genoemde centra, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 12 mei 1965 betreffende de inrichting van opleidingscentra voor bejaardenhelpsters, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 januari 1966, 3 april 1967, 25 mei 1971, 31 december 1973 en 18 februari 1974.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de opleiding van de gezinshelp(st)ers behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1990.

Brussel, 13 november 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

Bijlage

Programma van de opleidingscyclus van gezinshelp(st)ers (500 uren)

I. Plichtenleer (40 uren).

1° De middelen en de verschillende houdingen van de gezinshelpster tegenover de belanghebbende :

— de gezinshelpster tegenover het gezin : de aanvraag tot overeenkomst;
— de onderhandelingen over de werkomstandigheden en de conflicten;
— teamwerk.

2° Het beroepsgeheim.

3° Het statuut van de gezinshelpster.

4° Methodiek van de hulpverlening aan huis en van het maatschappelijk werk in het gezin.

Nota : Alvorens de stage wordt aangevat, moet een minimum van 10 uren, in mindering te brengen van de 40 lessen plichtenleer, gewijd worden aan uitwisselingen met beroepsgezinshelpsters.

II. Sociale instellingen en sociale wetgeving.

Sociale wetgeving (25 uren).

1° Beginselen van sociale zekerheid.

- 2° Beginselen van familiaal recht :
 - de akten van de burgerlijke stand;
 - de alimentatieplicht;
 - de ontbinding van het huwelijk.
- 3° Voorlichting en bescherming van de consument.
- 4° Beroep in geval van krediet en schuldenlast.
- Sociale instellingen (25 uren).
- 1° Begrippen van politieke organisatie van het land en grote hedendaagse sociale stromingen.
- 2° Plaats en rol van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp in het maatschappelijk werk :
 - behoefte;
 - doel;
 - structuur;
 - werking.
- 3° Hulp aan moeder en kind (ONE) :
 - raadplegingen voor de moeder voor en na de bevalling;
 - raadplegingen voor het jonge kind.
- 4° Hulp aan het gezin bij de opvoeding van de kinderen :
 - instellingen voor hulp aan het schoolgaande kind;
 - zorg voor de zwakke schooljeugd en voor de adolescenten.
- 5° Hulp aan gehandicapten.
- 6° Hulp aan het gezin in moeilijkheden :
 - bij financiële nood;
 - bij ziekte;
 - bij opvoedingsmoeilijkheden, relationele problemen, gedragsstoornissen.
- 7° Instellingen voor bejaardenhulp.
- 8° Hulp aan de gezinnen en de bejaarden inzake huisvesting.

III. Gezondheidsleer en eerste zorgen (110 uren).

- 1° Gegevens die de gezondheid beïnvloeden.
- 2° Rol van de gezinshelpster in het gezondheidsbeleid, bijzondere regels die voortvloeien uit haar rol bij de gezondheid :
 - globaal : werkzaamheden en samenwerking met het geneeskundig en het paramedisch korps en de andere interveniënten;
 - beperkingen van de rol van de gezinshelpsters inzake gezondheid.
- 3° Voorbereiding op de geboorte en begrippen van kinderverzorging.
- 4° Besmettelijke ziekten :
 - overdracht;
 - klinische evolutie;
 - voornaamste besmettelijke ziekten veroorzaakt door :
 - microben;
 - virussen;
 - parasieten.
- 5° De meest voorkomende ziekten :
 - kanker;
 - hart- en vaatziekten;
 - reumatische aandoeningen;
 - diabetes;
 - aids.
- 6° Nieuwe technieken voor en begrippen van ziektevoorkoming voor de gezinshelpsters en voor het confort van de patiënt.
- 7° Lichaamsverzorging van de patiënt, met de middelen die aan huis beschikbaar zijn :
 - de kamer van de patiënt;
 - de basisverzorging : bed opmaken;
 - het confort van de patiënt;
 - hygiëne en opmaak van de patiënt.
- 8° De huisapotheek.
- 9° Levensreddende handelingen.
- 10° Houding aan te nemen tegenover personen met het oog op hun welzijn, voor de morele en fysische stimulatie en tot verhoging van de zelfredzaamheid.
- 11° Stervensbegeleiding.
- 12° Het zoeken naar levenskwaliteit door een hulprelatie.
- 13° Het voorkomen van ongevallen in het huisgezin.
- Nota :
 - deze cursus moet gericht zijn op het thuiswerk;
 - een minimum van 40 uren moet gewijd zijn aan de verpleegtechnieken aangepast aan de thuiszorg (pe. groep van 10 leerlingen).

IV. Psychologie en toegepaste pedagogie (80 uren).

- 1° Elementaire begrippen van psychologie : geestelijke ontwikkeling van het kind, de adolescent, de man en vrouw, de bejaarden, in hun dynamische en relatiecontext.
- 2° Theorieën over communicatie, met toepassingen.
- 3° Oefeningen tot bewustmaking van communicatieprocessen.

4° Ontleding en interpretatie van echt beleefde toestanden, in samenwerking en overleg met beroepsgezins-hulpsters en de andere leerkrachten;

5° Bijzondere psychologie van ziekten en minder-validen.

6° Geestesstoornissen.

V. Huishoudkundige opleiding (170 uren).

A. Theoretisch gedeelte (30 uren).

1. Huishoudelijke boekhouding :

- het opmaken van een budget;
- berekening van de kostprijs van een maaltijd;
- bezinning over de systemen voor aankoop van produkten;
- mogelijke besparingen in verschillende begrotingen.

2. Organisatie van het werk in gezinsverband.

B. Praktijk (140 uren).

1. Huishoudkunde :

- inrichting van het aanleren van de arbeidsorganisatie.

Inhoud :

- bereiding van eenvoudige en goedkope maaltijden;
- praktijk van boodschappen en aankopen;
- praktijk van onderhoud van de woning;
- praktijk van het wassen, strijken, verstellen, onderhouden.

2. Inrichting van de woning in functie van de handicap en de bijzondere omstandigheden.

VI. Voeding (20 uren).

A. Theoretisch gedeelte (10 uren).

— rationele samenstelling van de eetmalen :

- begrip evenwichtig eetmaal;
 - aanpassing van de voedingsgewoonten aan het beroep;
- bewaring van eetwaren;
- dieetmaaltijden;
- bezinning over de voedingsgewoonten.

B. Praktijk (10 uren).

VII. Keuzevakken (30 uren).

Deze uren mogen gespreid worden over de vakken die in het algemeen programma voorkomen ofwel gewijd worden aan vakken die door het opleidingscentrum vrij worden gekozen.

Het programma van deze keuzevakken moet eveneens vooraf ter goedkeuring worden voorgelegd.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 1199

11 AVRIL 1991. — Arrêté modifiant l'arrêté ministériel du 16 mars 1984 pris en exécution de l'arrêté royal du 24 février 1982 réglementant, dans la Région bruxelloise, la mise d'intérimaires à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1, a, modifié par les lois des 14 juillet 1951 et 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1982 réglementant dans la Région bruxelloise, la mise d'intérimaires à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 1984, d'exécution de l'arrêté royal du 24 février 1982 réglementant, dans la Région bruxelloise, la mise d'intérimaires à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'emploi, notamment l'article 1^{er}, § 3, modifié par les arrêtés ministériels des 18 juin 1984 et 8 octobre 1986;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 91 — 1199

11 APRIL 1991. — Besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 maart 1984 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 24 februari 1982 houdende regeling, voor het Brussels Gewest, van de terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van gebruikers door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, a, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951 en 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1982 houdende regeling, voor het Brussels Gewest, van de terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van gebruikers door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 maart 1984 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 24 februari 1982 houdende regeling, voor het Brussels Gewest, van de terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van gebruikers door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, inzonderheid op artikel 1, § 3, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 18 juni 1984 en 8 oktober 1986;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;